

La jeunesse belge voit déjà plus loin que l'Europe.

Numéro d'inventaire : 1979.24635

Type de document : article

Éditeur : Le Figaro littéraire

Date de création : 1963

Description : 1 feuille de papier journal.

Mesures : hauteur : 598 mm ; largeur : 418 mm

Notes : 11 mai 1963.

Mots-clés : Systèmes éducatifs étrangers

Filière : Université

Niveau : Supérieur

Autres descriptions : Langue : Français

Nombre de pages : 1

Commentaire pagination : p.7

Mention d'illustration

ill.



LOUVAIN, DEVANT L'UNIVERSITÉ : Ceux qui s'intéressent à l'Europe... et les autres. (Photos René Paris)



GERARD THIRY, SYNDICALISTE. « Le Marché commun au premier. »

LA JEUNESSE BELGE VOIT DÉJÀ PLUS LOIN QUE L'EUROPE

PAR PIERRE FISSON



BELGES / Ou Flamand et Walton ?

LS sont quinze étudiants de l'université de Louvain. Ils préparent des certificats d'économie politique et de science humaine. Tout est commandé du café, sorti de grosses pipes et des cigares.

— Dehors il fait froid, il pleut. Du côté de la gare, dans la nuit, monte le grondement des trains. Le veille, un étudiant français a été blessé en plein Louvain par des étudiants flamands. A l'hôpital, on s'est aperçu que le blessé n'était pas Walton, mais Suisse.

— Le Marché commun, l'intégration, la Communauté, la fraternité, les grandes phrases, les statistiques et les diagrammes, tout cela est si fastidieux. A l'entrée du tunnel, du côté belge, il y a des étudiants, qui serrent les cadres de la Belgique de demain.

— La Belgique est un petit pays.

— Les étudiants approuvent de la tête.

— Oui, un petit pays.

— Mais que vous demandez à un Belge ce qu'il pense du Marché commun, automatiquement il répond six mots, ces six mots qui définissent sans nuance son pays devant la Communauté : « Petit pays, plaigne tourmente, vocation européenne. »

— Petit pays, en même temps ils vous regardent dans les yeux. Ils savent que vous êtes Français et l'on a l'impression qu'ils font cet aveu pour vous faire plaisir. Alors, vous les laissez parler. Et voilà ce que cela donne.

— L'étudiant belge, voyez-vous, est favorable à l'Europe. Il est comme tous les autres Belges, pour le Marché commun. D'ailleurs, la Belgique, c'est un...

— Mais non, l'étudiant belge est pour sa terre. Vous voyez ce que je veux dire : à son pays, étudier, trouver un petit job, faire sa petite place, avoir sa petite voiture, sa petite femme.

— C'est vrai, mais si pour la petite femme il n'y a pas de problème, en revanche, la petite place, il y en a partout en Belgique... Vous savez, nous sommes un petit pays qui ne fait que de la transformation. Nous achetons des produits bruts. Nous les manufacturons et il faut les vendre à l'étranger.

— Quand un étudiant termine ses études et qu'il obtient ses diplômes d'ingénieur ou de chimiste, il n'est pas certain qu'il puisse trouver une place. Souvent, on doit aller à l'étranger comme employé dans les grands magasins ou conducteurs de bus.

— C'est vrai pour les mauvais... — Pas toujours. Il y a des bons aussi, pour la Belgique. L'Europe est indispensable. L'équivalence des diplômes, voilà ce qui est vital pour nous. Partout en Europe, on manque de techniciens. Et nous, nous restons ici sur place sans pouvoir exercer ailleurs. Ce n'est pas juste. Pour que les choses reviennent justes, il faut l'Europe.

— Quelqu'un a demandé du café, allumé un autre cigare. La conversation reprend.

— Tu divagues, les Belges ne veulent pas quitter la Belgique. La petite femme est la pantoufle, c'est ici qu'ils veulent.

— Tenez, on vient de voler une loi qui autorise les étudiants à remplacer le service militaire par un service civil et leur permet d'aller exercer leur spécialité dans un pays sous-développé. Qu'est inscrit ? Vous en connaissez ? J'en connais un, et c'est ça : « Le fait parce qu'il avait du pognon et qu'il était sûr d'être employé là où il voulait. Aller faire trois ans en Afrique, ça on ne veut pas y faire une carrière par la suite, cela ne sert à rien. Au bout de trois ans il faut revenir ici, et votre carrière est encore à zéro. »

— L'Europe, oui, une Europe intégrée, fédérale et vite. Mais la France ne le veut pas, on le sait.

— Les Français voient les choses de leur point de vue. Comme cela, ils ont peut-être raison. Mais pour nous, ce se présente autrement. En fait que nation, le fédéralisme mondial, nous ne sommes rien. C'est pourquoi d'instinct nous voudrions adhérer, faire partie d'un groupe fort, puissant.

— Bien sûr, faisons une Europe intégrée, créons une nouvelle nationalité, et tous nos problèmes belges sont résolus. C'est ce qui explique pourquoi les « Européens » belges sont pour une Fédération.

— Les Français, eux, sont encore attachés à leur gloire, à leur drapeau. Tous nos amis étudiants français, ils en ont encore plein la bouche du nationalisme. Plus nous...

— Et puis, tenez, l'armée, à quoi ça peut servir une armée ? Je veux dire une armée belge. Moi, ça m'ennuie de servir dans l'armée belge parce que c'est une armée miniaturisée. Mais nous servons tous avec plaisir, et même plus longtemps, dans une armée européenne.

— Une armée européenne, l'équivalence des diplômes, le marché du travail, l'abandon des prérogatives nationales, le développement du Marché commun, l'aide aux pays sous-développés, voilà ce que nous réclamons.

— Deux nouveaux étudiants sont arrivés, se sont joints au groupe, et d'emblée l'un d'eux entre dans la conversation comme s'il y avait participé depuis le début.

— Au sujet des pays sous-développés, on ne peut pas parler de la sorte. Il ne nous reste donc que les pays sous-développés si nous voulons avoir de l'initiative, créer, faire quelque chose. Sous cet angle, nous avons besoin du tiers monde. Je sais.

— Tu divagues, les Belges ne veulent pas quitter la Belgique. La petite femme est la pantoufle, c'est ici qu'ils veulent.

— Tenez, on vient de voler une loi qui autorise les étudiants à remplacer le service militaire par un service civil et leur permet d'aller exercer leur spécialité dans un pays sous-développé. Qu'est inscrit ? Vous en connaissez ? J'en connais un, et c'est ça : « Le fait parce qu'il avait du pognon et qu'il était sûr d'être employé là où il voulait. Aller faire trois ans en Afrique, ça on ne veut pas y faire une carrière par la suite, cela ne sert à rien. Au bout de trois ans il faut revenir ici, et votre carrière est encore à zéro. »

— L'Europe, oui, une Europe intégrée, fédérale et vite. Mais la France ne le veut pas, on le sait.

— Les Français voient les choses de leur point de vue. Comme cela, ils ont peut-être raison. Mais pour nous, ce se présente autrement. En fait que nation, le fédéralisme mondial, nous ne sommes rien. C'est pourquoi d'instinct nous voudrions adhérer, faire partie d'un groupe fort, puissant.

— Bien sûr, faisons une Europe intégrée, créons une nouvelle nationalité, et tous nos problèmes belges sont résolus. C'est ce qui explique pourquoi les « Européens » belges sont pour une Fédération.

— Les Français, eux, sont encore attachés à leur gloire, à leur drapeau. Tous nos amis étudiants français, ils en ont encore plein la bouche du nationalisme. Plus nous...

— Et puis, tenez, l'armée, à quoi ça peut servir une armée ? Je veux dire une armée belge. Moi, ça m'ennuie de servir dans l'armée belge parce que c'est une armée miniaturisée. Mais nous servons tous avec plaisir, et même plus longtemps, dans une armée européenne.

— Une armée européenne, l'équivalence des diplômes, le marché du travail, l'abandon des prérogatives nationales, le développement du Marché commun, l'aide aux pays sous-développés, voilà ce que nous réclamons.

— Deux nouveaux étudiants sont arrivés, se sont joints au groupe, et d'emblée l'un d'eux entre dans la conversation comme s'il y avait participé depuis le début.

— Au sujet des pays sous-développés, on ne peut pas parler de la sorte. Il ne nous reste donc que les pays sous-développés si nous voulons avoir de l'initiative, créer, faire quelque chose. Sous cet angle, nous avons besoin du tiers monde. Je sais.

— Tu divagues, les Belges ne veulent pas quitter la Belgique. La petite femme est la pantoufle, c'est ici qu'ils veulent.

— Tenez, on vient de voler une loi qui autorise les étudiants à remplacer le service militaire par un service civil et leur permet d'aller exercer leur spécialité dans un pays sous-développé. Qu'est inscrit ? Vous en connaissez ? J'en connais un, et c'est ça : « Le fait parce qu'il avait du pognon et qu'il était sûr d'être employé là où il voulait. Aller faire trois ans en Afrique, ça on ne veut pas y faire une carrière par la suite, cela ne sert à rien. Au bout de trois ans il faut revenir ici, et votre carrière est encore à zéro. »

conflits internes et chaque peuple, chaque minorité recevait les garanties de leurs propres droits et de leur existence. C'est mesuré pour nous et pour la Belgique.

« Les frontières sont toutes artificielles. Des villes, des régions entières appartenant naturellement à des régions d'où on les a coupées. Bruxelles, Mons appartiennent naturellement à la région Lille, Roubaix et Tourcoing. La Flandre appartient aux basses terres de Hollande. »

« Nous sommes cinq millions de Flamands rattachés à la Hollande, nous formons une force culturelle de dix-sept millions d'habitants. Or il n'y a que l'Europe unifiée qui puisse proclamer à ce titre de regroupement sans querrelle et sans révolution. »

« Nous, Flamands, étudiants, marchands ou ouvriers, nous suivons de près tout ce qui touche à la liberté du travail, aux équivalences de diplômes, aux échanges culturels. Mais que c'est long à venir. Serez-vous, même à l'intérieur du Benelux, l'équivalence des diplômes n'a pas été encore réalisée ? Pour nous, un enseignement libre et européen consistait à pouvoir suivre des cours durant un semestre à Bruxelles, puis un autre à Amsterdam, un autre encore à Paris et qu'on puisse en compter. Même l'équivalence des diplômes, c'est loin d'être suffisant. Il faut des études libres ; pouvoir aller en Angleterre ou en Allemagne. »

« Aujourd'hui, les Flamands vont tout le temps vous parler de liberté. Mais sachez que nous sommes la première génération d'étudiants flamands à avoir pu faire toutes nos études dans notre langue propre : le flamand. Au vingtième siècle ! On croit rêver. »

« Voyez-vous, ce qui est indispensable, c'est que les jeunes de partout, les étudiants de tous les pays, cherchent à connaître leurs problèmes mutuels. Malgré les clochers, les congrès et les conférences, nous nous connaissons mal. Je sais un peu mieux les Français, mais pas du tout comment vivent les Italiens. Comment on étudie exactement en France ? Je ne le sais pas. Ce que pense réellement un étudiant français ? Je n'en sais rien. Qu'on arrive à une espèce d'uniformité des études, c'est certain. Et pourtant chacun restera aussi chauvin dans son propre pays. Il faut mettre au point un plan pour tous les livres d'histoire nationale et faire apparaître à tous quelques thèmes. »

« Notez que, depuis quelque temps, on a l'impression que la France fait un effort pour se rapprocher des autres pays européens. Mais cet effort n'est pas spontané. Il est forcé. »

« Je peux vous parler franchement ? Uniquement en mon nom, sûr. Eh bien, je suis choqué. Il me semble que se dessine une espèce d'oppression culturelle française. Vous avez chez vous un ministre de la Culture qui régit tout, qui veut s'imposer à tout. C'est ça, l'Alge tort, a-t-il raison ? Mais voilà, c'est ça. »

« L'impérialisme culturel français, si Clays et d'autres en parlent, c'est qu'il leur semble, une force qui accompagne un certain raisonnement, d'une certaine création française. Le Marché commun, le Plan est une suggestion française, l'idée de l'intégration est une idée française, et qu'ils peuvent oublier que les autres partenaires ne proposent jamais, parce que trop habitués à l'Europe, ou encore trop rigide comme l'Allemagne, à l'égard comme l'Italie. Les idées mûries, les incohérences et les réticences sont françaises par la force des choses et non par les manifestations d'une volonté bien définie. »

Généralement, les étudiants belges se partagent en deux groupes : ceux qui s'intéressent à l'Europe et les autres. Sur les cinq mille étudiants de Bruxelles il y a cent de ces étudiants européens, groupe souvent académiquement membres. Ceux qui s'intéressent à l'Europe traitent ceux qui ne s'intéressent pas à l'Europe de « laisser aller intellectuel ». Mais parmi les indifférents beaucoup mettent les questions de nationalité au premier plan. Les questions européennes, il que pense de Gaulle ? Ah, pourquoi il ne parle pas de l'Europe, il n'y a pas de démission. Dire qu'ils sont Français, la planification doit-être étalée ? Qu'est-ce que c'est le libéralisme ? Tout cela à leurs yeux a plus d'importance que les pourparlers sur le prix du blé à l'intérieur de la Communauté. »

« Quant à mes étudiants, ils s'intéressent à l'Europe. Il y a une remarque à faire : l'ère des nationalités vivantes paraît terminée. Les hommes de quarante ans comme moi se sont tous abstenus d'imaginer le nationalisme. C'est ce qui crée un nouveau climat et donne une chance à l'Europe. »

« Pour les jeunes, l'Europe les remplit d'aspirations confuses. Ils pressentent que nous préparons une organisation meilleure. Bien sûr, ils ne savent pas toujours y reconnaître parmi les institutions, mais il y a peu de sceptiques sur le but. »

« M. Beugmans dirige à Bruges le premier collège européen. Collège dont il est pris au sens britannique. C'est en fait une petite université qui forme, après la licence, de futurs fonctionnaires. Le collège a été fondé en 1950 et dès le départ ce fut un succès. Déjà quarante diplômes valent dans les différents collèges de cette institution. »

« Les étudiants qui viennent ici sont des hommes mûrs. Ils veulent l'Europe, mais ils la veulent comme des hommes de leur époque, c'est-à-dire sans fanfaronne. On ne s'est pas encore rendu compte que les étudiants belges sentent le propagande. Si vous voulez les intéresser, évitez toute propagande. C'est dur avec l'Europe, puisque même les meilleurs militants européens s'y perdent dans les journaux. »

« Je ne peux pas parler au nom de l'association ni au nom de mes camarades, mais je pense exprimer ici notre attitude commune par rapport à l'intégration européenne. »

« Nous sommes pour et très enthousiastes. Une intégration économique, sociale et militaire, voilà ce que nous, Flamands, attendons. L'intégration adoucit les

peut-être d'aller ailleurs. Mais ils préféreraient rester. Ici nous recevons un tiers de la population, et pour l'autre tiers des spécialistes divers. Tous ces étudiants sont assez insensibles aux grandes idéologies. Ils pensent et ils agissent comme si le mythe politique était mort chez eux. Ils veulent des faits. »

« Mais je vais avec eux plus que ce que c'est une bonne génération. Elle est sérieuse et vite à l'ouvrage. Elle veut que l'on n'ait rien de plaisant. La vie devient très dure. Alors on cherche des échappées. On se tourne vers Paris. Et puis, je vais vous étonner. Vous êtes ici dans une université européenne, et l'année où de quoi les étudiants parlent ici, vers qui ils reviennent ? Vers Dieu, qu'ils soient chrétiens ou non. C'est le seul problème qui compte », disent-ils. Nous sommes peut-être un peu loin de l'Europe, mais c'est ainsi. »

« Je les aime, ils ne sont ni nationalistes ni totalitaires. »

« Nous souhaitons voir sur la carte de l'Europe un petit coin où il sera mis : Département de la Belgique. »

« VOUS FRANÇAIS VOUS ETES NATIONALISTES »

Gérard Thiry, syndicaliste de la J.O.C., reprit son souffle. Pendant vingt minutes, il avait parlé. Mais il n'avait pas eu le temps de résoudre les problèmes des jeunes travailleurs, de leur déboucher sur son souhait lapidaire. Lentement, il recommença à parler.

« Les jeunes ouvriers belges sont attirés par l'Europe, mais aussi par le monde. Ils ont peur que tout ce mouvement sans net et qu'on ne leur demande jamais rien. »

« Si non la Belgique est bien placée, sans compléments. Nous ne sommes pas et nous n'avons pas de langue. Nous ne pouvons pas nous parler un nous-mêmes puisque nous n'existent pas. »

« On ne sait pas parler aux jeunes. L'Europe nous ne sait pas parler aux jeunes. Elle leur dit : « Vous, les jeunes, vous allez finir de l'argent pour que les gens d'Afrique ou d'Amérique puissent aller à l'école et puissent aider les leurs en... »

« On... C'est compréhensible. »

« Ce sont des petits bêtards, ils veulent, ils veulent, ils veulent. Ce sont des jeunes étrangers par leur pays. Ils ont un esprit international. On n'a dit : demandez-leur pourquoi ils ont peur de l'étranger, demandez-leur pourquoi ils ne veulent pas... »

« Les jeunes ouvriers, les jeunes paysans quand ils pressent conscience d'un problème, ils sont, bien plus forts que les étudiants, car, eux, ils manient des faits, de la vie concrète, des salaires, des rendements et non pas des idées et des grandes phrases. »

« L'Europe, le sens, va faire sauter les vieilles structures, elle va normaliser les problèmes sociaux. Vous allez voir l'Italie va bondir. »

« Certes, sur le plan culturel, le travailleur belge a du mal à faire, mais les autres peuples peuvent l'aider. Le M.C. en premier lieu. Ensuite, les autres. En Europe, nous parlons peu de l'Europe. C'est un peu long. On aime dire : Marché commun, C.E.C.A., Euratom. Et les gens qui demandent comment va se comporter l'industrie française par la force des choses et Serons-ils à la hauteur ? Les jeunes savent bien que l'Allemagne et la France sont en avance, que les pays français à dix ans d'avance en Europe, que dans le bâtiment la Belgique est en retard. Ils demandent la reconversion, que les techniciens du plan français sont très forts, plus forts que nos industriels. »

« Le véritable intérêt des jeunes, je crois qu'il dépasse les frontières. Les Américains les passionnent, ils découvrent le monde. »

« Le sénateur de la Vallée-Poussin est un homme tranquille, à la voix douce et calme. Il habite dans un quartier populaire de Bruxelles. Depuis des années, sa maison sert de rendez-vous aux militants belges. A ces femmes, les hommes s'attachent au travers des institutions, le sénateur redonne courage. Les gens viennent du si écoute, et chacun se trouve qualifié : l'Europe sera, la Belgique y sera impliquée. »

« Il y a déjà une prise de conscience, même les gens très simples se rendent compte que les grands problèmes du monde ne peuvent plus être résolus dans les cadres nationaux. C'est inévitable. »

« Tout bouge. De minuscules petits points sont en train de se souder pour faire une gigantesque palette pour la nouvelle culture européenne. C'est une révolution insensible. Des millions d'hommes se créent, les hommes de tout niveau se relient, apprennent à se regarder et à découvrir avec surprise qu'ils ne sont pas ennemis et que leurs intérêts sont communs. »

« Pour que l'Europe se fasse il faut éduquer les enfants et les hommes, et cela commence, les industriels, les députés, les ministres entrent en contact. Mais nous sommes loin du but et souvent pris du désespoir, mais les frontières craquent... Je demande toujours les intellectuels, les écrivains, les artistes, les journalistes se tiennent-ils si loin de l'Europe... soulevés avec leurs engagements, leurs engagements défectueux. »

« Voilà, très grossièrement présentée, une partie des tendances et des opinions belges devant le mouvement du Marché commun et de l'intégration. »

« L'idéalisme, ils pressentent que les regroupements régionaux, les possibilités d'emplois nouveaux, les problèmes flamands, les problèmes des minorités, tous les problèmes belges sont à être résolus devant l'Europe. Pour beaucoup de jeunes monde est déjà dépassé, et c'est le monde européen qui leur apparaît. »

« Une armée européenne, une vie européenne, voilà ce que les Belges veulent. Ce qui est sûr, c'est que la Belgique, la nation belge, on est prêt à abandonner tout cela pour faire partie d'une communauté plus vaste. »

« Les Belges, c'est des Belges, c'est vous, les Français, qui, déjà ne voulez plus. Vous êtes nationalistes. »

« Sans les voir il y a toujours un peu de regret et c'est le nationalisme français dans le regard. C'est le nationalisme français. Car il n'est pas facile, en quelques années, de naître à la communauté. »

Pierre Fisson.

La semaine prochaine :

L'ALLEMAGNE



OPERATION REDOUBLEMENT : Les petits-bourgeois n'étaient pas venus. (Photo Manchoux)

L'ALGÉRIE DE L'AN I

Le succès ou l'échec de l'expérience agraire décidera de tout

PAR DAVID ROUSSET

Ben Bella et Khidder : deux conceptions opposées de la structure et du rôle du parti.

ÉCART total des services administratifs, départ massif et sans retour des Européens, coopération d'État à l'État : telles sont les données fondamentales de la succession de la France en Algérie qui ont entièrement déterminé le cours actuel de la révolution algérienne. Conditions aujourd'hui déjà historiques, mais encore assez proches de leur crise aiguë et imprévisible, combats et des difficultés s'étaient constitués à l'étranger, dans l'émigration.

La conscience brutale entre l'indépendance proclamée et le déclinisme des factions a provoqué dans ce pays tourmenté et harassé un traumatisme national dont on ne peut lui dire que maintenant l'ampleur et les conséquences. Ainsi l'avènement d'une conscience révolutionnaire dans les couches profondes du peuple a-t-il été brusquement suspendu.

La majorité de l'opinion, peu informée et bien incapable de comprendre les mobiles véritables des protagonistes, ne pouvait voir dans la grandeur des désordres que l'état d'un scandale. La clairvoyance, la volonté, le dynamisme qu'une lutte révolutionnaire lentement amassée se sont alors consumés en quelques semaines dans l'effort prodigieux réalisé par les hommes du village et de la ville pour empêcher que la guerre civile n'éclate. Mais la victoire qu'ils ont remportée et à laquelle le pays n'a pas eu le temps de compenser l'assommoir d'une déception, lui avait accumulé un immense déficit de confiance que ces jours d'anxiété ont élargi.

Ressais par une antique et tenace méfiance, la collectivité des humbles, qui compose la grande majorité du peuple, s'est résignée de nouveau à attendre sans participer. Le reflux révolutionnaire a ainsi isolé l'appareil politique. Si bien que la direction nationale enfin établie voit proposer le parti, dont elle n'est le plus grand besoin, s'est vu dans l'impossibilité de le tenir du terrain algérien.

Le dilemme était ainsi clairement posé dans les faits et le parti représentait les forces vives de la nation, les forces qui avaient d'abord initié la révolution et qui avaient été le moteur politique formé, épuré et consacré à l'étranger, dans l'émigration. Pour que le parti puisse représenter le pays tout il fallait rétablir un contact qui s'était rompu.

Or la riposte de Khidder à la scission entre les forces vives de la révolution et l'appareil a été typiquement bureaucratique. Par là, il a hérité une valeur de symbole. Khidder, représentant du bureau politique dont il tenait alors le secrétariat, a voulu organiser un parti qui fut à l'image de F. L. N. ancien, c'est-à-dire construit hiérarchiquement de haut en bas. Selon lui, ce parti devait s'implanter en s'insérant. Loin de chercher les moyens de l'ouvrir au pays, il choisissait de le confiner dans le champ clos de la vieille émigration. Le milieu politique dirigeant algérien n'a en effet cessé d'être une société étroite et fermée.

Cet isolement social conduit aussi Khidder à des graves erreurs de calcul et à substituer la démarche tactique à la stratégie révolutionnaire. Alors qu'il pressait sur l'importance décisive des premières interventions du prolétariat agricole dans l'économie, il engage le parti, à l'occasion du Ramadan, dans une campagne outran-



POUR REPRÉSENTER LE PAYS REEL, il fallait rétablir un contact qui s'était rompu.

cière en faveur des slogans islamiques qui heurtent en profondeur le pays réel. Dans cette perspective, et en fonction de sa logique interne, le parti ne pouvait plus être que l'expression et le monopole d'une caste de barons politiques et sociaux, et cela, quelles qu'aient été les intentions initiales de Khidder et de son entourage.

La stratégie préconisée par Ben Bella va tout à l'opposé. Le parti lui-même est une sélection des meilleurs qui s'opère dans le feu du combat. Ses adhérents doivent accepter d'abord les plus grands sacrifices et maintenir le plus longtemps possible leur acceptation. Ils ne peuvent donc jamais être qu'une minorité, de plus une minorité dépourvue de tout privilège matériel. Un tel parti ne peut être bâti que dans la tourmente d'une conjoncture révolutionnaire. Si on est en période de reflux, comme on l'a été en effet au lendemain de juillet, il faut susciter à l'organisation du parti. Il faut d'abord remettre le cours politique, il faut modifier radicalement la conjoncture.

UN SEUL MOUTON POUR L'AID EL KEBIR

Des que Ben Bella a compris que la saisie des biens vacants par les ouvriers agricoles amorçait la reconversion du mouvement révolutionnaire, il en a pris les dispositions pour en accélérer les rythmes, pour élargir le front. Il a accepté de promettre des trinquans économiques et administratifs qui sont grands et d'affronter les

désordres inhérents pour la claire raison que ces profits réels passent moins à ses yeux que le dynamisme d'une force sociale révolutionnaire reconstituée. Il a donc fait de la présidence du Conseil l'appareil politique et administratif des conquêtes sociales de la paysannerie. Dans cette perspective, les comités des comités de gestion, créés pour les producteurs locaux, constituent les premières assises où pourra vraiment s'opérer la sélection nécessaire à cette construction par la base du parti.

Les randoins épaulés à travers le pays ne sont pas, du moins dans le sens strict et péroratif du terme, des publications. Plus exactement, elles sont des pages politiques. J'ai été frappé, en Oran, non point tant par le nombre des manifestants que par ce qu'ils étaient et des ouvriers, des paysans et des très pauvres. Le soir, en me promenant dans les rues d'Oran, où il y avait la foule des arabes, c'était un tout autre paysage social que j'observais : une petite bourgeoisie arabe ou espagnole qui, elle, n'était point venue assister au plantoir des arbres.

Ben Bella est un politicien dans la plume expressive du terme. Ce n'est pas un désagréable. Il en a donné maintes preuves, la dernière et peut-être la plus éclatante lorsqu'il a demandé à la nation de ne sacrifier à l'Aid el Kebir qu'un mouton symbolique dans chaque mosquée. C'était un mot d'ordre incroyablement impopulaire. Une consigne qui froissait au vif les coutumes des plus fervents croyants dans la croyance religieuse. Un responsable éminent, et dont je connais bien le courage politique, me disait qu'il n'aurait pas pris sur lui de lancer une pareille directive. Ben Bella, sur le conseil de ses experts, en a pris le plus publiquement possible, à la radio et à la télévision, la responsabilité.

Mohammed Khidder, révolutionnaire non moins incontestable, et dont la fermété est

bien connue, se trouve aujourd'hui paralysé sur lui les intérêts égoïstes de l'appareil. C'est donc en homme d'appareil qu'il intervient actuellement. Ce sont les privilèges, la position dans l'État, la revendication d'un rôle quasi souverain, dans les conseils du Bureau politique et des ouvriers agricoles, qui ont fait de lui un homme en change et qu'il défend. Aussi bien, est-ce beaucoup plus contre cet appareil que contre Khidder lui-même que Ben Bella fait porter les coups du bâton de la révolution algérienne. Cette bataille de voir une aristocratie bureaucratique détourner à son profit le bénéfice de la révolution, le Texas déjà relevé dans ses propos à Tiencin, en juillet.

Que la présidence du Conseil ait été reconnue par les ouvriers agricoles comme le support de leurs conquêtes sociales par contrepoint, donné à Ben Bella les moyens de briser la qualité du pouvoir. La démission de Khidder, de son poste de secrétaire du bureau politique, le retrait de beaucoup de responsables algériens, l'annonce d'une épuration des cadres jalonnent cette contre-offensive, sans pour autant que toutes les résistances soient délaissées. Toutefois, les divergences au sein du bureau politique, si graves qu'elles aient pu être, si dangereuses qu'elles demeurent, sont aujourd'hui entières intégrées et dépassées par la puissante impulsion des ouvriers agricoles sur la scène sociale.

Le départ massif des « pied-noirs », signifie historiquement dans la perspective de la classe algérienne la disparition totale de la classe colonisatrice. La succession des « pied-noirs » pose au cœur de la révolution la question cruciale : quel sera le groupe ou la collectivité qui réussira à se constituer en nouvelle classe dirigeante ? La bourgeoisie algérienne et les autres des classes moyennes ? Le prolétariat ouvrier ? Les petits commerçants ? Les fellahs ? Le personnel politique de l'État ? La grande industrie, la ou elle existe,

ou elle a cessé d'être un projet, est d'État, du moins pour le décaît. Les lecteurs de la revue en marche des entreprises périphériques, la persistance du chômage, l'extension de l'emploi des ouvriers algériens en France : autant de facteurs qui éliminent entièrement de la compétition, au stade actuel, le prolétariat urbain.

L'enjeu principal, le seul où l'enracinement dans l'économie algérienne, par ses conséquences sociales et politiques, empêche la décision, est constitué par le secteur agricole moderne et quelques cinquante mille exploitations se partageant à peu près par moitié entre propriétaires européens et musulmans. D'autant que la déséquilibre fondamental entre les terres riches bien exploitées et le secteur traditionnel malsain se traduit par une inégalité de développement entre les régions et que la zone moderne intègre à la fois l'agriculture et l'industrie. D'où la signification véritablement historique que revêt la maîtrise sur les biens vacants.

Le fait, après avoir conduit la lutte annuelle, pitoyère dans l'antichambre de la révolution. Les terres riches, si ne peut ni posséder par l'achat ni les occuper. Il demeure confiné sur sa parcelle, en quelque sorte en réserve, dans l'attente. Il n'est pas encore partie prenante parce qu'il n'a pas les moyens de l'appropriation et qu'il reste fermement attaché à la propriété privée, si modeste qu'elle soit.

La bourgeoisie algérienne nulle part n'a pu être un prétendant négociable. L'esprit des « pied-noirs » est une dalle lourde qui a bien ses apollons et ses ambitions. Elle est résolue à se saisir de l'initiative. Elle a postulé plus une partie des propriétés. Elle dispose de capitaux suffisants pour s'emparer de la plupart des autres domaines qui restent à conquérir. A sa gauche, le gérant de cinéma, le petit commerçant qui quartier spécialisé assés à tenter leur chance. Il est notable en effet qu'un grand nombre de biens vacants sont des propriétés modernes : deux, quatre, cinq hectares, parfois moins. Très peu de ceux-ci ont été plus de cent ou de deux cents hectares. Les grands domaines n'ont été que très rarement abandonnés.

« Ce bien partie me faisait remarquer Amar Ouzegane, ministre de l'Agriculture, sont ceux qui nous aurons pu et voulu collaborer ». Des transactions ont commencé très tôt, plus ou moins sous le manteau. Le tentatif se révélait d'autant plus forte qu'en raison des circonstances exceptionnelles les prix s'annonçaient étonnamment élevés. Or il aurait suffi que les transferts portés sur la majorité des domaines moyennes pour que le cours social devienne irréversible.

On voit par là que la campagne contre l'expansion économique de la bourgeoisie algérienne déclenchée par Ben Bella ne se limite pas à une simple manœuvre de diversion, mais qu'elle répond au contraire à des objectifs tout à fait positifs.

Ces deux affrontements ont la totalité de la succession de la France en Algérie. Les ouvriers agricoles détiennent un avantage considérable du fait qu'ils occupent un poste-clé dans la production algérienne. Au cours de l'été et de l'automne dernier, lorsque l'Algérie a été envahie, l'important ce n'est point d'acheter une propriété dont on ne sait pas encore si le possesseur légal reviendra ou non, mais d'acquiescer le terme, de la faire fructifier. L'incertitude quant à la décision finale qui précède les « pied-noirs », insérée au sein de l'Etat, maintient artificiellement les transactions possibles, sous le prétexte du profit des ouvriers agricoles. Ils gagnent le temps que la bourgeoisie perd. Sous la contrainte du travail obligatoire, ils s'organisent et s'entraident. Or, durant cette même période, le gouvernement, plus par ses propres difficultés, ne peut ni les soutenir ni engager l'expansion des priorités agricoles. Le parti se cherche toujours et, dans la faible mesure où il existe, agit dans le désordre et l'incohérence. Cet isolement de quelques mois décide du tout. L'action improvisée des ouvriers agricoles, si elle surmonte moins obstacles au retour de l'Empire, ne gène autant la reprise des domaines par la bourgeoisie algérienne que celle de l'Etat. L'ouvrier agricole apprend alors à se passer de maître. L'ouvrier déborde la fais sociale du prolétariat agricole.

LA FOULE OBSCURE DES FELLAHS

Le torrent charrie de tout, du meilleur et du pire. Mais des printemps à venir, une si grande puissance, il menace si évidemment submerger le pays, qu'il entraîne dans son tour la fraction de l'appareil d'État qui tient la décision politique. L'absence de Ben Bella et des ouvriers agricoles contrecarre la retraite de la bourgeoisie algérienne, et les propriétaires musulmans se savent réduits à la défensive.

Les charnières de l'Algérie craquent sous la pression. Les ouvriers agricoles s'efforcent comme un coin, et la situation qu'ils créent découvre partout les lignes de rupture juridiques masquées. Le caractère hétérogène de la paysannerie devient manifeste. Si dans la perspective de la minorité sunnite privilégiée l'Algérie compose un congrès plus ou moins homogène dans le sous-développement, si cette vue cavalière se trouve confirmée par l'habitude profonde que nous avons eu d'identifier le prolétariat algérien avec la catégorie des manœuvres industriels les moins favorisés, dans l'optique d'État tout change. Les déviations deviennent alors considérables. Même si l'on ne tient pas compte de la minorité bourgeoise et des fonctionnaires dont le plafond des traitements a été arbitrairement fixé à une mensualité de 2.500 F, on constate qu'un ouvrier urbain gagne en moyenne 420 F par mois alors que le revenu du fellah ne dépasse souvent pas 200 F par an.

Si les ouvriers permanents des grands domaines, eux, reçoivent au minimum 2,52 F par jour, ce qui est l'équivalent de bas salaires en France, il est indéniablement des privilégiés. D'abord, tout simplement parce que le travailleur algérien qu'ils travaillent sur des terres riches et qu'ils utilisent un équipement industriel moderne, il est donc économiquement plus riche. Il se constitue en aristocratie ouvrière. Le fait est qu'il est devenu un aristocrate par les décrets de mars l'ouvrier d'ailleurs cette transformation. L'ensemble des travailleurs estelle composé des ouvriers permanents. Elle exclut le manœuvre algérien mouvant et généralement comblable. Ce sont donc les ouvriers qui jouissent des avantages politiques et envoient en contre rebatir leurs délégués siéger dans les organisations de base de l'État.

Mais l'inégalité déjà croissante entre les ouvriers agricoles du secteur moderne et la foule obscure des fellahs entraîne dans le marais de leur impuissance risque de s'aggraver. Pour tenter de rapprocher les

deux branches des classes, le gouvernement a donc décidé de créer un fonds national de l'emploi, de sorte qu'un prêt accordé sur les profits des travailleurs de la Méditerranée puisse, par exemple, être transféré au bénéfice des villages désertés des Aurès. Seule l'expérience permettra de juger des possibilités de son application et de son efficacité.

Ainsi que la résistance de la poignée de grands propriétaires musulmans se circonscrit dans des limites assez étroites, l'opposition et l'impopularité de ce projet ne paraissent point menaçants, grand une tout autre empier et une tout autre signification. De ce côté nous en sommes encore aux projets. Le gouvernement prévoit de les repousser les crédits déboursés par l'État. On discute aussi dans les cercles fermés de la présidence du Conseil sur l'opportunité qu'il y aurait à distribuer ses terres libérées par la réforme agraire, non aux petits propriétaires individuels, mais aux associations d'entraide. Comme on le voit, cet immense domaine demeure en friche.

CHUTE DE LA PRODUCTION A PREVOIR

En fait, le rapport des assemblées de travailleurs et de l'État va commander l'évolution globale de la révolution algérienne. Rien n'est sûr, mais il est évident que l'état de la propriété, l'ensemble des travailleurs sera-t-il nécessairement, mais soumis à l'Etat privé, propriétaire, soviétique qu'elle administre ? La terre vacante des petits propriétaires individuels, cette éventualité, sera-t-elle rétrocédée à bail à la paysannerie ?

« Ce bien partie me faisait remarquer Amar Ouzegane, ministre de l'Agriculture, sont ceux qui nous aurons pu et voulu collaborer ». Des transactions ont commencé très tôt, plus ou moins sous le manteau. Le tentatif se révélait d'autant plus forte qu'en raison des circonstances exceptionnelles les prix s'annonçaient étonnamment élevés. Or il aurait suffi que les transferts portés sur la majorité des domaines moyennes pour que le cours social devienne irréversible.

On voit par là que la campagne contre l'expansion économique de la bourgeoisie algérienne déclenchée par Ben Bella ne se limite pas à une simple manœuvre de diversion, mais qu'elle répond au contraire à des objectifs tout à fait positifs.

Ces deux affrontements ont la totalité de la succession de la France en Algérie. Les ouvriers agricoles détiennent un avantage considérable du fait qu'ils occupent un poste-clé dans la production algérienne. Au cours de l'été et de l'automne dernier, lorsque l'Algérie a été envahie, l'important ce n'est point d'acheter une propriété dont on ne sait pas encore si le possesseur légal reviendra ou non, mais d'acquiescer le terme, de la faire fructifier. L'incertitude quant à la décision finale qui précède les « pied-noirs », insérée au sein de l'Etat, maintient artificiellement les transactions possibles, sous le prétexte du profit des ouvriers agricoles. Ils gagnent le temps que la bourgeoisie perd. Sous la contrainte du travail obligatoire, ils s'organisent et s'entraident. Or, durant cette même période, le gouvernement, plus par ses propres difficultés, ne peut ni les soutenir ni engager l'expansion des priorités agricoles. Le parti se cherche toujours et, dans la faible mesure où il existe, agit dans le désordre et l'incohérence. Cet isolement de quelques mois décide du tout. L'action improvisée des ouvriers agricoles, si elle surmonte moins obstacles au retour de l'Empire, ne gène autant la reprise des domaines par la bourgeoisie algérienne que celle de l'Etat. L'ouvrier agricole apprend alors à se passer de maître. L'ouvrier déborde la fais sociale du prolétariat agricole.

MAIS IL Y A UN AUTRE PAYS

« Ce bien partie me faisait remarquer Amar Ouzegane, ministre de l'Agriculture, sont ceux qui nous aurons pu et voulu collaborer ». Des transactions ont commencé très tôt, plus ou moins sous le manteau. Le tentatif se révélait d'autant plus forte qu'en raison des circonstances exceptionnelles les prix s'annonçaient étonnamment élevés. Or il aurait suffi que les transferts portés sur la majorité des domaines moyennes pour que le cours social devienne irréversible.

On voit par là que la campagne contre l'expansion économique de la bourgeoisie algérienne déclenchée par Ben Bella ne se limite pas à une simple manœuvre de diversion, mais qu'elle répond au contraire à des objectifs tout à fait positifs.

Ces deux affrontements ont la totalité de la succession de la France en Algérie. Les ouvriers agricoles détiennent un avantage considérable du fait qu'ils occupent un poste-clé dans la production algérienne. Au cours de l'été et de l'automne dernier, lorsque l'Algérie a été envahie, l'important ce n'est point d'acheter une propriété dont on ne sait pas encore si le possesseur légal reviendra ou non, mais d'acquiescer le terme, de la faire fructifier. L'incertitude quant à la décision finale qui précède les « pied-noirs », insérée au sein de l'Etat, maintient artificiellement les transactions possibles, sous le prétexte du profit des ouvriers agricoles. Ils gagnent le temps que la bourgeoisie perd. Sous la contrainte du travail obligatoire, ils s'organisent et s'entraident. Or, durant cette même période, le gouvernement, plus par ses propres difficultés, ne peut ni les soutenir ni engager l'expansion des priorités agricoles. Le parti se cherche toujours et, dans la faible mesure où il existe, agit dans le désordre et l'incohérence. Cet isolement de quelques mois décide du tout. L'action improvisée des ouvriers agricoles, si elle surmonte moins obstacles au retour de l'Empire, ne gène autant la reprise des domaines par la bourgeoisie algérienne que celle de l'Etat. L'ouvrier agricole apprend alors à se passer de maître. L'ouvrier déborde la fais sociale du prolétariat agricole.

MAIS IL Y A UN AUTRE PAYS

« Ce bien partie me faisait remarquer Amar Ouzegane, ministre de l'Agriculture, sont ceux qui nous aurons pu et voulu collaborer ». Des transactions ont commencé très tôt, plus ou moins sous le manteau. Le tentatif se révélait d'autant plus forte qu'en raison des circonstances exceptionnelles les prix s'annonçaient étonnamment élevés. Or il aurait suffi que les transferts portés sur la majorité des domaines moyennes pour que le cours social devienne irréversible.

On voit par là que la campagne contre l'expansion économique de la bourgeoisie algérienne déclenchée par Ben Bella ne se limite pas à une simple manœuvre de diversion, mais qu'elle répond au contraire à des objectifs tout à fait positifs.

Ces deux affrontements ont la totalité de la succession de la France en Algérie. Les ouvriers agricoles détiennent un avantage considérable du fait qu'ils occupent un poste-clé dans la production algérienne. Au cours de l'été et de l'automne dernier, lorsque l'Algérie a été envahie, l'important ce n'est point d'acheter une propriété dont on ne sait pas encore si le possesseur légal reviendra ou non, mais d'acquiescer le terme, de la faire fructifier. L'incertitude quant à la décision finale qui précède les « pied-noirs », insérée au sein de l'Etat, maintient artificiellement les transactions possibles, sous le prétexte du profit des ouvriers agricoles. Ils gagnent le temps que la bourgeoisie perd. Sous la contrainte du travail obligatoire, ils s'organisent et s'entraident. Or, durant cette même période, le gouvernement, plus par ses propres difficultés, ne peut ni les soutenir ni engager l'expansion des priorités agricoles. Le parti se cherche toujours et, dans la faible mesure où il existe, agit dans le désordre et l'incohérence. Cet isolement de quelques mois décide du tout. L'action improvisée des ouvriers agricoles, si elle surmonte moins obstacles au retour de l'Empire, ne gène autant la reprise des domaines par la bourgeoisie algérienne que celle de l'Etat. L'ouvrier agricole apprend alors à se passer de maître. L'ouvrier déborde la fais sociale du prolétariat agricole.

MAIS IL Y A UN AUTRE PAYS

« Ce bien partie me faisait remarquer Amar Ouzegane, ministre de l'Agriculture, sont ceux qui nous aurons pu et voulu collaborer ». Des transactions ont commencé très tôt, plus ou moins sous le manteau. Le tentatif se révélait d'autant plus forte qu'en raison des circonstances exceptionnelles les prix s'annonçaient étonnamment élevés. Or il aurait suffi que les transferts portés sur la majorité des domaines moyennes pour que le cours social devienne irréversible.

On voit par là que la campagne contre l'expansion économique de la bourgeoisie algérienne déclenchée par Ben Bella ne se limite pas à une simple manœuvre de diversion, mais qu'elle répond au contraire à des objectifs tout à fait positifs.

Ces deux affrontements ont la totalité de la succession de la France en Algérie. Les ouvriers agricoles détiennent un avantage considérable du fait qu'ils occupent un poste-clé dans la production algérienne. Au cours de l'été et de l'automne dernier, lorsque l'Algérie a été envahie, l'important ce n'est point d'acheter une propriété dont on ne sait pas encore si le possesseur légal reviendra ou non, mais d'acquiescer le terme, de la faire fructifier. L'incertitude quant à la décision finale qui précède les « pied-noirs », insérée au sein de l'Etat, maintient artificiellement les transactions possibles, sous le prétexte du profit des ouvriers agricoles. Ils gagnent le temps que la bourgeoisie perd. Sous la contrainte du travail obligatoire, ils s'organisent et s'entraident. Or, durant cette même période, le gouvernement, plus par ses propres difficultés, ne peut ni les soutenir ni engager l'expansion des priorités agricoles. Le parti se cherche toujours et, dans la faible mesure où il existe, agit dans le désordre et l'incohérence. Cet isolement de quelques mois décide du tout. L'action improvisée des ouvriers agricoles, si elle surmonte moins obstacles au retour de l'Empire, ne gène autant la reprise des domaines par la bourgeoisie algérienne que celle de l'Etat. L'ouvrier agricole apprend alors à se passer de maître. L'ouvrier déborde la fais sociale du prolétariat agricole.

David Kousset.

